

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Mixte du 27 juin 2011

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale, conformément à la loi et aux dispositions de nos statuts, à l'effet notamment de vous demander de statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Le présent rapport a pour objet de vous présenter l'activité de notre société et celle de l'ensemble de notre groupe et de vous fournir toutes informations de nature juridique.

Nous vous informons que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010, qui vous sont présentés, ont été établis suivant les mêmes modes de présentation et les mêmes méthodes d'évaluation que l'exercice précédent, à l'exception du traitement de la CVAE tel que développé dans l'annexe des comptes consolidés (note 2.1.2).

LES COMPTES CONSOLIDÉS DU GROUPE

LES CHIFFRES CLES

En millions d'euros	2010	2009
• Chiffre d'affaires	1 310,9	1 127,6
• Résultat opérationnel	37,5	13,7
• Coût de l'endettement net	(1,8)	(2,3)
• Résultat avant impôt	35,8	11,4
• Charge d'impôt sur le résultat*	(20,2)	(2,9)
• Résultat net	15,6	8,5
• Résultat net part du Groupe	14,0	7,4
• Résultat net par action (en euros)	1,25	0,66

(*) Faisant suite à la réforme de la taxe professionnelle effective au 1^{er} janvier 2010, la partie de ce nouvel impôt calculée sur la valeur ajoutée, soit la CVAE, a été qualifiée en charge d'impôt à hauteur de 15 M€ conformément aux IFRS. Retraité de cet effet, le résultat opérationnel du groupe affiche une progression de 64% et est porté à 22,5 M€ contre 13,7 M€ en 2009.

L'année 2010 marque pour notre groupe une étape importante : avec un chiffre d'affaires en progression de 16,3%, le groupe retrouve une croissance soutenue sur tous ses pôles d'activité, tant en France qu'à l'international.

Cette performance s'accompagne d'une forte progression des résultats et d'une structure financière significativement renforcée.

Compte de résultat

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice 2010 progresse de 16,3 % pour s'établir à 1 310,9 M€ contre 1 127,6 M€.

Cette croissance a été réalisée uniquement en organique.

Les deux pôles d'activités du groupe contribuent à cette forte progression :

Le pôle travail temporaire et recrutement (qui concentre 83,5 % de l'activité totale du groupe), affiche un chiffre d'affaires annuel en hausse de 15,9 % : il s'établit à 1 093,9 M€ contre 943,6 M€. Dans un contexte général plus favorable, la France comme l'international profitent de ce retour à la croissance :

En France, le groupe réalise un chiffre d'affaires de 1 009,1 M€ en progression de 16,7 % :

A l'international, le chiffre d'affaires, porté par la forte reprise de l'activité espagnole, s'établit à 84,8 M€ en hausse de 7,3 %.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Le pôle multiservices affiche une progression de 18 % de son chiffre d'affaires annuel qui s'établit (avant éliminations inter-activités) à 233,7 M€ contre 198 M€, porté par les activités aéroportuaires qui, avec un chiffre d'affaires de 175 M€, concentrent près de 75 % du chiffre d'affaires du pôle.

La croissance soutenue de l'activité s'accompagne d'une forte progression des résultats et d'une appréciation des marges.

Le résultat opérationnel du groupe qui atteint 37,5 M€ contre 13,7 M€ en 2009 est multiplié par 2,7 ; il représente 2,9 % du chiffre d'affaires.

Concernant cette évolution, il convient de préciser que le résultat opérationnel 2010 est favorablement impacté par la requalification de la CVAE en charge d'impôt.

Ce traitement a un impact positif de 15 M€ sur le résultat opérationnel de l'exercice.

Retraité de cet effet, le résultat opérationnel du groupe s'améliore notablement et affiche une progression de 64 % : il est porté à 22,5 M€ contre 13,7 M€ en 2009.

L'analyse par activité montre que les résultats des deux pôles augmentent de façon significative :

Le pôle travail temporaire et recrutement affiche un résultat opérationnel de 31,7 M€ contre 11,4 M€ en 2009. Cette augmentation de plus de 20 M€ du résultat opérationnel provient de la nette amélioration de l'activité en France, de la confirmation du retour à la rentabilité de nos activités internationales et de l'impact CVAE.

Le pôle multiservices enregistre un résultat opérationnel qui est plus que doublé sur la période : il s'établit à 5,8 M€ contre 2,3 M€ en 2009. Cette évolution est portée par les activités aéroportuaires qui affichent un résultat opérationnel de 5 M€, soit 2,9 % du chiffre d'affaires (hors CVAE).

Le résultat financier du groupe continue de s'améliorer : il s'établit à (1,8) M€ contre (2,3) M€, en progression de plus de 0,5 M€.

Le résultat avant impôt s'établit à 35,8 M€ contre 11,4 M€.

La charge d'impôt sur le résultat progresse significativement entre 2009 et 2010 de 17,3 M€ : cette évolution traduit d'une part les effets de l'amélioration de nos résultats, d'autre part l'impact de la reclassification de la CVAE à hauteur de 15 M€.

Le résultat net part du groupe progresse de 89 % à 14 M€ contre 7,4 M€ en 2009.

Bilan

Avec des capitaux propres de 191,6 M€ et une trésorerie nette positive de 41 M€ contre 21 M€ en 2009 (telle que définie en note 4.6.2.3 des comptes consolidés), le bilan 2010 traduit un nouveau renforcement significatif de la situation financière du groupe.

La nette amélioration de la trésorerie provient d'une part de la progression du résultat opérationnel mais également de la bonne maîtrise du poste clients en augmentation de 13 % dans un contexte d'augmentation de l'activité de 16 %.

L'ACTIVITÉ DU GROUPE PAR PÔLE

Concernant les informations sectorielles présentées ci-dessous, il convient de prendre en considération les éliminations inter-pôles qui s'élèvent à (16,7) M€ pour 2010 et (14,0) M€ pour 2009.

Le pôle travail temporaire et recrutement

En millions d'euros	2010	2009
• Chiffre d'affaires	1 093,9	943,6
• Résultat opérationnel	31,7	11,4

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

L'amélioration de l'activité économique amorcée fin 2009 s'est confirmée et amplifiée tout au long de l'année 2010.

Dans ce contexte général plus favorable, notre groupe qui, avec les mesures d'adaptation prises pour faire face à la crise, a su préserver sa capacité de rebond, retrouve une croissance soutenue.

Ainsi, le chiffre d'affaires du pôle travail temporaire et recrutement, à 1 093,9 M€, affiche une progression de 15,9 %.

La France, comme l'international, ont contribué à cette forte croissance.

En France, (qui concentre plus de 92 % de l'activité totale du pôle), le chiffre d'affaires s'établit à 1 009,1 M€, en progression de 16,7 %. Sur la même période, le marché français du travail temporaire affiche une hausse de 16 % (source Prisme).

L'exercice s'est illustré par une amélioration continue de notre activité, particulièrement nette sur la seconde partie de l'année. Après un premier trimestre en progression de 7 %, la fin de l'exercice est particulièrement dynamique avec un 4^{ème} trimestre en progression de 20 %, à 270,6 M€.

Cette croissance a été principalement portée par l'augmentation de l'activité réalisée auprès des grands comptes qui ont été les principaux moteurs de la reprise en 2010. Le chiffre d'affaires réalisé auprès de cette clientèle a progressé de près de 35 %, pour s'établir à 444,4 M€.

Sur les PME-TPE, la croissance a été moins rapide ; notre présence auprès de cette clientèle reste toutefois forte puisque les PME-TPE concentrent près de 60 % du chiffre d'affaires réalisé en France.

L'analyse sectorielle de notre chiffre d'affaires révèle que c'est l'industrie, portée notamment par l'automobile, qui a principalement soutenu la croissance : avec un chiffre d'affaires en hausse de 33,7 %, ce secteur représente 44 % du chiffre d'affaires du pôle ; un tiers de l'activité est réalisé dans le secteur des services, en progression de 11,2% ; le secteur BTP, qui représente 23 % du chiffre d'affaires, reste quant à lui stable malgré une hausse de l'activité de 5% sur le second semestre.

A l'international, l'activité retrouve la voie de la croissance, avec un chiffre d'affaires de 84,8 M€ en progression de 7,3 %.

Ce redressement est porté par la nette reprise de l'activité espagnole qui concentre près de 60 % de l'activité internationale : sur un marché espagnol en hausse de 4,9 % (source Observatorio Sectorial), notre groupe affiche un chiffre d'affaires de plus de 50 M€, en progression de 12,4 %.

Au Maroc, le chiffre d'affaires de 10,4 M€, affiche un repli de 33,5 %, mais cette situation qui est liée à la fin d'un important contrat, constitue un événement ponctuel et ne remet pas en cause le potentiel de développement sur ce pays.

Toutes les autres implantations affichent des croissances à deux chiffres : + 10,9 % en Suisse, + 68,2 % en Tunisie et + 62,1 % en Allemagne qui profite d'un contexte économique très favorable.

Nos autres prestations RH (le recrutement, le placement, le reclassement) affichent une croissance de 43,5 % avec un chiffre d'affaires de 5,6 M€ sur un marché en progression de 20,6 % (source Prisme).

La croissance soutenue de l'activité se traduit positivement dans les résultats du pôle qui affichent une forte progression. Ainsi, le résultat opérationnel s'établit à 31,7 M€ contre 11,4 M€ en 2009, soit une augmentation de plus de 20 M€.

En France, le résultat opérationnel ressort à 30,7 M€ : la marge opérationnelle est doublée, à 3 % du chiffre d'affaires :

A l'international, l'exercice est profitable, avec un résultat opérationnel à 1 M€, porté par le redressement des résultats enregistrés en Espagne.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Le pôle Multiservices

En millions d'euros	2010	2009
• Chiffre d'affaires	233,7	198,0
• Résultat opérationnel	5,8	2,3

Le pôle multiservices qui regroupe les activités aéroportuaires et les activités ingénierie et maintenance affiche une progression de 18 % du chiffre d'affaires, à 233,7 M€.

LES ACTIVITES AEROPORTUAIRES

En millions d'euros	2010	2009
• Chiffre d'affaires	175	136,0
• Résultat opérationnel	6,5	2,3

Les activités aéroportuaires confirment leur dynamique de prise de parts de marché tant en France qu'à l'international et ce, malgré un marché du transport aérien perturbé par les épisodes neigeux et les effets du nuage de cendres du volcan islandais.

Elles affichent un chiffre d'affaires en progression de 29 % : il s'établit à 175 M€ contre 136 M€, plaçant notre groupe en position de n°1 sur le marché français.

En France, le groupe a bénéficié de l'extension de son champ d'intervention sur de nouveaux terminaux CDG1, Orly Ouest et Sud. Cette extension, qui s'est illustrée par la signature de 17 nouveaux contrats avec les compagnies aériennes opérant sur ces terminaux, a permis de générer un chiffre d'affaires sur l'exercice, de près de 50 M€.

A l'international, (qui représente 14 % des activités aéroportuaires), le chiffre d'affaires s'établit à 25 M€ et affiche une progression de 18 %. Notre groupe occupe aujourd'hui des positions fortes en Irlande et sur le continent africain où le groupe est désormais implanté au Congo, au Gabon, au Mali et en Sierra Leone.

L'Irlande, comme l'Afrique, ont contribué à la bonne dynamique du pôle : en 5 années, le chiffre d'affaires réalisé sur le continent africain a été multiplié par quatre.

Le résultat opérationnel des activités aéroportuaires s'établit à 6,5 M€ contre 2,3 M€ en 2009.

La marge opérationnelle s'apprécie fortement : elle représente 3,7 % du chiffre d'affaires contre 1,7 % en 2009.

LES AUTRES SERVICES

Le chiffre d'affaires des autres activités du pôle affiche un repli de 5 % : il s'établit à 58,8 M€ contre 62 M€ en 2009. Cette évolution s'explique par une baisse des activités ingénierie et maintenance, toujours pénalisées en 2010.

Le résultat opérationnel des autres services est déficitaire à hauteur de (0,7) M€.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

LES COMPTES SOCIAUX DE GROUPE CRIT

La société Groupe CRIT est la société holding du groupe qu'elle forme avec l'ensemble de ses filiales. Ses résultats sociaux ne peuvent être dissociés des résultats consolidés.

La société Groupe CRIT n'exerce pas d'activité économique propre.

Son chiffre d'affaires est constitué des facturations de diverses prestations de services fournies aux sociétés filiales dans le cadre du développement de leurs activités et des facturations de dépenses communes.

Le chiffre d'affaires s'est élevé, au titre de l'exercice 2010, à 5,6 M€, contre 5,2 M€ en 2009.

Le résultat d'exploitation s'établit à 0,6 M€ contre 0,7 M€.

Le résultat financier s'élève à 28,5 M€ contre 32,4 M€ en 2009.

La variation provient principalement de la diminution des produits financiers et notamment des produits de participation reçus des sociétés filiales au cours de l'exercice, qui se sont élevés à 28,9 M€ contre 33,3 M€ en 2009.

Après prise en compte du résultat exceptionnel de (20) K€ et de l'impôt sur les bénéfices de (103) K€, l'exercice 2010 fait apparaître un résultat net de 29 M€ contre un résultat de 32,6 M€ en 2009.

Aucune variation notable des comptes de la société n'est attendue pour 2011.

INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS

En application des dispositions de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 et du décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008, nous vous communiquons la décomposition, à la clôture des deux derniers exercices, du solde des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance.

A la date du 31 décembre 2009, le poste « fournisseurs et comptes rattachés » au passif du bilan de la société, pour 464 K€, inclut outre les dettes à l'égard des fournisseurs pour 243 K€, des factures non parvenues pour 222 K€.

La répartition par date d'échéance des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevant à 243 K€, s'établit comme suit : (en K€)

	09/2009	09/2009	10/2009	11/2009	12/2009	01/2010	02/2010	03/2010	au-delà	Total
• Français	48				4	139	39			230
• Groupe	1	1					11			13
• Total	49	1			4	139	50			243

A la date du 31 décembre 2010, le poste « fournisseurs et comptes rattachés » au passif du bilan de la société, pour 837 K€, inclut outre les dettes à l'égard des fournisseurs pour 773 K€, des factures non parvenues pour 64 K€.

La répartition par date d'échéance des dettes à l'égard des fournisseurs s'élevant à 773 K€, s'établit comme suit : (en K€)

	09/2010	09/2010	10/2010	11/2010	12/2010	01/2011	02/2011	03/2011	au-delà	Total
• Français	65	5	1	2	63	199	21	58		414
• Groupe					156		2	199		359
• Total	65	5	1	2	219	199	23	257		773

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Informations environnementales et développement durable

Après avoir été en 2005 l'une des premières entreprises de travail temporaire à recevoir la certification QSE « Qualité, Sécurité, Environnement » pour sa filiale Crit, le groupe a renforcé son engagement en matière de développement durable et créé une fonction dédiée au sein de son organisation interne.

L'objectif tend à favoriser l'émergence d'une culture Développement durable au sein du groupe, conduite en priorité dans les sociétés du pôle aéroportuaire et étendue à l'ensemble des activités du groupe.

Au regard de la nature de l'activité de la société, qui est sans conséquences sur l'environnement, les informations de l'article R 225-105 du Code de commerce sont non applicables.

La politique de ressources humaines

La politique de ressources humaines occupe une place primordiale pour notre groupe, avec au cœur de son dispositif, l'accompagnement à l'intégration de ses nouveaux collaborateurs et le développement des compétences, tant pour ses salariés permanents que ses collaborateurs intérimaires.

La formation tient donc un rôle majeur dans cette politique. Le groupe dispose d'ailleurs de deux centres de formation interne répondant aux besoins exprimés tant en interne qu'au niveau des entreprises utilisatrices.

Dans la continuité des entretiens individuels de développement, des commissions de développement des ressources humaines ont été mises en place. Ces commissions permettent d'évaluer le potentiel d'évolution des collaborateurs, leur mobilité géographique, leur besoin de formation. Outre le fait de répondre au mieux aux attentes des collaborateurs en termes d'évolution professionnelle et de développement personnel, elles ont pour objectif d'optimiser la gestion des ressources humaines et de limiter le risque d'écart entre les besoins en personnel et les compétences disponibles.

De plus, en entreprise responsable, le groupe poursuit depuis plusieurs années une politique active en faveur des travailleurs éloignés du monde du travail. Cette politique s'illustre notamment par des partenariats renouvelés avec l'Agefiph pour l'accompagnement vers l'emploi des personnes reconnues handicapées.

Aujourd'hui, dans le cadre du développement de sa démarche sociétale d'entreprise, le groupe s'est engagé à promouvoir la non discrimination et à favoriser la diversité.

A ce titre, il a mis en place un Plan Diversité et Egalité des Chances qui se déploie sur plusieurs axes, notamment la formation, la sensibilisation des collaborateurs et la mise en conformité des procédures internes.

Les principaux risques

Compte tenu de son activité essentiellement française ou en zone euro, le groupe n'est pas significativement exposé au risque de change.

Le risque de taux peut avoir un impact sur le résultat financier du fait de la structure de la dette dont la majeure partie est à taux variable. Une évolution de 1 point des taux d'intérêt aurait une incidence de 110 K€ sur la charge financière annuelle du groupe.

En termes de risque de crédit, ainsi que développé en notes 4.3.3 et 5.3 des comptes consolidés, il convient de noter que le risque de concentration est très faible au regard de la forte dispersion du portefeuille clients ; de même, les créances clients font l'objet, pour leur majorité, d'une assurance crédit.

Comme précisé aux notes 4.6 et 5.4 des comptes consolidés relatives aux passifs financiers et au risque de liquidité, le risque de liquidité est aussi faible dans la mesure où le groupe dispose d'une trésorerie nette excédentaire et d'un financement, grâce à la titrisation, d'une maturité de remboursement définitif supérieure à un an.

Concernant les risques juridiques, ainsi que visé en note 4.5.2 des comptes consolidés, les provisions pour litiges concernent principalement des risques prud'homaux.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Prises de participation et de contrôle et cessions de participation

La société Groupe Crit n'a pris, au cours de l'exercice écoulé, aucune participation directe ou indirecte.

Au cours de l'exercice écoulé, la société Euristt, dont Groupe Crit détenait 100 % du capital social, a fait l'objet d'une dissolution avec transmission universelle de son patrimoine au profit de notre société avec effet au 28 mai 2010.

La société Europe Handling Correspondance, filiale de la société Groupe Europe Handling et sous-filiale de la société Groupe Crit, a fait l'objet d'une dissolution avec transmission universelle de son patrimoine au profit de son associé unique, avec effet au 29 novembre 2010.

Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Aucun événement important, susceptible d'influer de façon significative sur la situation de la société, n'est intervenu depuis la clôture de l'exercice.

LES PERSPECTIVES DU GROUPE POUR 2011

La fin de l'exercice 2010 particulièrement dynamique et l'amélioration continue de la conjoncture, renforcent notre confiance pour 2011.

Le marché du travail temporaire et du recrutement profite de cet environnement plus favorable.

Les premiers mois de l'exercice montrent un redémarrage de la demande des PME, une consolidation de la demande dans l'industrie et une nette reprise dans le secteur du BTP.

Ce contexte s'illustre dans les effectifs détachés sur les trois premiers mois de l'exercice qui ont progressé de plus de 20 % en France.

Cette progression confirme la capacité du groupe à tirer profit de la reprise pour renforcer ses parts de marché.

Dans ce cadre, toutes priorités seront données à l'intensification des actions commerciales en direction des PME et à l'optimisation de la productivité du réseau.

Le groupe dispose également d'un relais de croissance important avec la reprise des prestations de recrutement constatée au cours des derniers mois, qui devrait compenser les effets de la décision de Pôle Emploi de limiter dès 2011 le recours aux opérateurs privés. A moyen terme, l'ouverture du travail temporaire à la fonction publique offre également à notre groupe de nouvelles opportunités de développement.

Cette bonne visibilité sur le marché français permet à notre groupe d'afficher de nouvelles ambitions à l'international : renforcer ses positions sur ses cinq pays d'implantation (l'Espagne, l'Allemagne, la Suisse, le Maroc et la Tunisie) et rechercher de nouvelles opportunités de croissances externes. Notre groupe se fixe comme objectif de doubler la contribution de son chiffre d'affaires international à horizon 3 ans.

Dans l'aéroportuaire, notre groupe entend consolider sa position sur le marché français : la croissance sera soutenue avec la reprise attendue du trafic aérien et le potentiel de conquête de nouvelles compagnies.

A l'international, le déploiement réussi sur le continent africain sera poursuivi dans d'autres pays et d'autres prestations.

L'optimisation de la rentabilité restera une priorité tant en France qu'à l'international.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

LES RESULTATS

Nous vous proposons d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de 29 028 139,54 euros :

- aux actionnaires, à titre de dividende 2 812 500,00 euros
- au poste « autres réserves » 26 215 639,54 euros

Ainsi, le dividende revenant à chaque action sera de 0,25 €. La distribution est éligible, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Ce dividende serait payable le 15 septembre 2011 et le détachement du coupon interviendrait le 12 septembre 2011.

Au cas où, lors de la date de détachement du coupon, la société détiendrait certaines de ses propres actions, les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions seraient affectées au report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous informons qu'au titre des trois derniers exercices, les distributions de dividendes ont été les suivantes :

Au titre de l'exercice	Revenus éligibles à la réfaction		Revenus non éligibles à la réfaction
	Dividendes	Autres revenus distribués	
• 2007	3 375 000 € soit 0,30 € par action	-	-
• 2008	2 250 000 € soit 0,20 € par action	-	-
• 2009	2 250 000 € soit 0,20 € par action	-	-

LE CAPITAL DE LA SOCIETE

1 - L'actionnariat de la société et les actions d'autocontrôle

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 dudit code, il est indiqué que :

- Monsieur Claude GUEDJ détient directement plus des deux tiers du capital social (70,26 %) et des droits de vote aux Assemblées Générales (81,2 %).

Cette liste a connu les modifications suivantes au cours de l'exercice écoulé :

- Par courrier reçu le 16 novembre 2010, complété par un courrier reçu le 17 novembre 2010, la société par actions simplifiée Lazard Frères Gestion (11 rue d'Argenson 75008 Paris), agissant pour le compte de fonds et de SICAV dont elle assure la gestion, a déclaré, à titre de régularisation, avoir franchi en hausse, le 10 juin 2010, le seuil de 5 % du capital de la société Groupe Crit et détenir, à cette date, pour le compte desdits fonds et SICAV, 586 075 actions Groupe Crit représentant autant de droits de vote, soit 5,21 % du capital et 2,99 % des droits de vote.

Ce franchissement de seuil résulte d'une acquisition d'actions Groupe Crit sur le marché.

Par ailleurs, le déclarant a précisé détenir pour le compte desdits fonds et SICAV, au 15 novembre 2010, 682 075 actions Groupe Crit représentant autant de droits de vote, soit 6,06 % du capital et 3,47 % des droits de vote.

(Lazard Frères Gestion est contrôlée par la société par actions simplifiée Compagnie Financière Lazard Freres. Lazard Frères Gestion agit dorénavant pour le compte de FCP et SICAV, ces dernières ayant délégué l'exercice des droits de vote à Lazard Frères Gestion, dans les conditions posées aux articles L 233-9 II du code de commerce et 223-12, 223-12-1 du règlement général de l'AMF.)

- Aucun autre actionnaire, à la connaissance de la société, ne détient directement ou indirectement, seul ou de concert, plus de 5 % du capital ou des droits de vote aux Assemblées Générales.
- Au 31 décembre 2010 il n'existe aucune action d'autocontrôle.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

2 - Eléments susceptibles d'avoir une incidence en cas d'offre publique

Il est indiqué, en application des dispositions de l'article L 225-100-3 du Code de commerce :

- Qu'il n'existe pas de restriction statutaire aux transferts d'actions,
- Qu'il n'existe pas de restriction statutaire à l'exercice des droits de vote hormis la privation des droits de vote pouvant être demandée par un ou plusieurs actionnaires détenant au moins 2 % des droits de vote, en cas de non déclaration du franchissement du seuil statutaire d'une fraction du capital représentant 1 % des droits de vote, pendant un délai de 2 ans suivant la régularisation de la notification (article 11 des statuts),
- Qu'à la connaissance de la société, il n'existe pas de pactes et autres engagements signés entre actionnaires (notamment entre les dirigeants) pouvant entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote,
- Qu'il n'existe pas de titre comportant des droits de contrôle spéciaux ; qu'il n'existe aucune disposition pouvant avoir pour effet de retarder, de différer ou d'empêcher un changement de contrôle de la société.

Toutefois, conformément à l'article 34 de nos statuts, les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative depuis 4 ans au moins au nom d'un même actionnaire, disposent d'un droit de vote double de celui conféré aux autres actions dont chacune donne droit à une voix,

- Qu'il n'existe pas de mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat du personnel, avec des droits de contrôle qui ne sont pas exercés par ce dernier,
- Que les règles de nomination et de révocation des membres du conseil d'administration sont les règles légales et statutaires prévues à l'article 15 des statuts de la société,
- Qu'en matière de pouvoirs du conseil d'administration, les délégations en cours sont décrites au présent rapport concernant le programme de rachat d'actions propres et en annexe du présent rapport concernant les délégations en matière d'augmentation du capital social,
- Que la modification des statuts de notre société se fait conformément aux dispositions légales et réglementaires,
- Qu'il n'existe pas d'accord particulier prévoyant des indemnités en cas de cessation des fonctions de membres du conseil d'administration,
- Qu'à l'exception du contrat d'affacturage conclu entre la société et le CA Factoring, il n'existe pas d'accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société.

3 - Les actions auto-détenues

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions propres autorisé par les Assemblées Générales des 23 juin 2009 et 25 juin 2010, la société a procédé, entre la date d'ouverture et de clôture du dernier exercice, aux opérations d'achat et de vente d'actions propres, dans les conditions suivantes :

Nombre d'actions achetées : 76 255

Cours moyen des achats : 19,98 €

Nombre d'actions vendues : 82 108

Cours moyen des ventes : 19,73 €

Montant total des frais de négociation : 0 €

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Au 31 décembre 2010, la société détenait 120 772 actions dont la valeur évaluée au cours d'achat s'établit à 1 576 253 € et la valeur nominale à 43 477,92 €.

100 % des acquisitions effectuées au cours de l'exercice écoulé, l'ont été pour répondre à l'objectif d'animation du titre ;

Les actions détenues par la société n'ont fait l'objet d'aucune réallocation à d'autres finalités ni utilisation au cours de l'exercice écoulé.

L'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2010 expirant le 24 décembre 2011, il est proposé à la présente Assemblée Générale de la renouveler dans les mêmes conditions qui sont rappelées ci-après.

4 - L'autorisation de mettre en place un programme de rachat d'actions par la société

Nous vous proposons de conférer au Conseil d'Administration, pour une période de dix huit mois, les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'achat, en une ou plusieurs fois, aux époques qu'il déterminera, d'actions de la société dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social, le cas échéant ajusté afin de tenir compte des éventuelles opérations d'augmentation ou de réduction de capital pouvant intervenir pendant la durée du programme.

Cette autorisation mettrait fin à l'autorisation donnée au Conseil d'Administration par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2010 dans sa sixième résolution à caractère ordinaire.

Les acquisitions pourraient être effectuées en vue de :

- assurer l'animation du marché secondaire ou la liquidité de l'action Groupe CRIT par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI admise par l'AMF,
- conserver les actions achetées et les remettre ultérieurement à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations éventuelles de croissance externe, étant précisé que les actions acquises à cet effet ne peuvent excéder 5 % du capital de la société,
- assurer la couverture de plans d'options d'achat d'actions et autres formes d'allocation d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux du groupe dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment au titre de la participation aux résultats de l'entreprise, au titre d'un plan d'épargne entreprise ou par attribution gratuite d'actions,
- assurer la couverture de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution d'actions de la société dans le cadre de la réglementation en vigueur,
- procéder à l'annulation éventuelle des actions acquises, conformément à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 25 juin 2010 dans sa septième résolution à caractère extraordinaire.

Toutefois, ces opérations ne pourraient pas être effectuées en période d'offre publique.

Nous vous proposons de fixer le prix maximum d'achat à 50 € par action et en conséquence le montant maximal de l'opération à 56 250 000 €.

Le Conseil d'Administration disposerait des pouvoirs utiles pour faire le nécessaire en pareille matière.

5 - La participation des salariés au capital

A la clôture de l'exercice, il n'existe aucune participation des salariés (telle que définie à l'article L225-102 du Code de commerce) au capital de la société.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

LES MANDATAIRES SOCIAUX

La liste des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux durant l'exercice est fournie en annexe au présent rapport.

1 - Le mode d'exercice de la Direction générale

Nous vous précisons que la Direction générale a été confiée au Président du Conseil d'Administration, assisté de deux directeurs généraux délégués.

2 - Les renouvellements de mandats

Aucun mandat des membres du Conseil d'Administration n'arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée.

3 - Les opérations sur titres des mandataires sociaux réalisées au cours du dernier exercice

L'état récapitulatif des opérations des mandataires sur les titres de la société mentionnées à l'article L 621-18-2 du Code monétaire et financier réalisées au cours du dernier exercice est le suivant :

Nom et prénom	GUEDJ Claude
• Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Président-Directeur-Général
• Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	
• Description de l'instrument financier	Actions
• Cession d'instruments financiers	19 060
• Montant total des cessions	426 981 €
• Acquisition d'instruments financiers	12 135
• Montant total des acquisitions	226 838 €

Nom et prénom	GUEDJ Yvonne
• Fonctions exercées au sein de l'émetteur	Membre du Conseil d'Administration
• Opérations réalisées par personne liée à la personne ci-dessus	
• Description de l'instrument financier	Actions
• Cession d'instruments financiers	10 000
• Montant total des cessions	195 000 €
• Acquisition d'instruments financiers	
• Montant total des acquisitions	

LES REMUNERATIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2010 et 31 décembre 2009, aucune rémunération ou avantage de toute nature n'a été versé à un mandataire social de la société par une société contrôlée au sens de l'article L 233-16 du Code de commerce. Il n'existe par ailleurs pas de société contrôlante.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Les rémunérations brutes totales et les avantages de toute nature versés par la société à chacun des mandataires sociaux durant les exercices clos le 31 décembre 2010 et le 31 décembre 2009 s'établissent comme suit :

Tableau de synthèse des rémunérations et des options et actions attribuées à chaque dirigeant mandataire social		
	Exercice 2010	Exercice 2009
Claude Guedj, Président Directeur Général		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice	91 476 €	91 476 €
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Nathalie Jaoui, Directeur Général Délégué		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice	277 828 €	277 498 €
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-
Karine Guedj, Directeur Général Délégué		
• Rémunérations dues au titre de l'exercice	123 060 €	123 060 €
• Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice	-	-
• Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice	-	-

Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social				
	Exercice 2010		Exercice 2009	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Claude Guedj, Président Directeur Général				
• Rémunération fixe	91 476 €	91 476 €	91 476 €	91 476 €
• Avantages en nature	-	-	-	-
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
TOTAL	91 476 €	91 476 €	91 476 €	91 476 €

Nathalie Jaoui, Directeur Général Délégué				
• Rémunération fixe	274 408 €	274 408 €	274 408 €	274 408 €
• Avantages en nature ¹⁾	3 420 €	3 420 €	3 090 €	3 090 €
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
TOTAL	277 828 €	277 828 €	277 498 €	277 498 €

Karine Guedj, Directeur Général Délégué				
• Rémunération fixe	120 000 €	120 000 €	120 000 €	120 000 €
• Avantages en nature ¹⁾	3 060 €	3 060 €	3 060 €	3 060 €
• Rémunération variable	-	-	-	-
• Rémunération exceptionnelle	-	-	-	-
• Jetons de présence	-	-	-	-
TOTAL	123 060 €	123 060 €	123 060 €	123 060 €

¹⁾ L'avantage en nature est lié à la mise à disposition du dirigeant d'un véhicule de fonction.

Tableau sur les jetons de présence et les autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants		
Mandataires sociaux non dirigeants	Montants versés au cours de l'exercice 2010	Montants versés au cours de l'exercice 2009
Yvonne Guedj	NEANT	NEANT
• Jetons de présence		
• Autres rémunérations		

Options de souscription ou d'achat d'actions attribuées durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe						
Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nature des options (achat ou souscription)	Valorisation des options selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Nombre d'options attribuées durant l'exercice	Prix d'exercice	Période d'exercice
Claude Guedj						
Nathalie Jaoui						
Karine Guedj						

Options de souscription ou d'achat d'actions levées durant l'exercice par chaque dirigeant mandataire social			
Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'options levées durant l'exercice	Prix d'exercice
Claude Guedj			
Nathalie Jaoui			
Karine Guedj			

Actions de performance attribuées à chaque mandataire social						
Actions de performance attribuées par l'assemblée générale des actionnaires durant l'exercice à chaque mandataire social par l'émetteur et par toute société du groupe	N° et date du plan	Nombre d'actions attribuées durant l'exercice	Valorisation des actions selon la méthode retenue pour les comptes consolidés	Date d'acquisition	Date de disponibilité	Conditions de performance
Claude Guedj						
Nathalie Jaoui						
Karine Guedj						
Yvonne Guedj						

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Actions de performance devenues disponibles pour chaque mandataire social			
Nom du dirigeant mandataire social	N° et date du plan	Nombre d'actions devenues disponibles durant l'exercice	Conditions d'acquisition
Claude Guedj		NEANT	
Nathalie Jaoui			
Karine Guedj			
Yvonne Guedj			

HISTORIQUE DES ATTRIBUTIONS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS		
INFORMATION SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT		
	N° Plan	N° Plan
• Date d'Assemblée Générale	NEANT	NEANT
• Date du Conseil d'administration		
• Nombre total d'actions pouvant être souscrites ou achetées		
• Point de départ d'exercice des options		
• Date d'expiration		
• Prix de souscription ou d'achat		
• Modalités d'exercice		
• Nombre cumulé d'options de souscription ou d'achat d'actions annulées ou caduques		
• Options de souscription ou d'achat d'actions restantes en fin d'exercice		

Options de souscription ou d'achat d'actions consenties aux dix premiers salariés non mandataires sociaux attributaires et options levées par ces derniers	Nombre total d'options attribuées / d'actions souscrites ou achetées	Prix moyen pondéré	Plan n° 1	Plan n° 2
• Options consenties, durant l'exercice, par l'émetteur et toute société comprise dans le périmètre d'attribution des options, aux dix salariés de l'émetteur et de toute société comprise dans ce périmètre, dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé. (Information globale)	NEANT			
• Options détenues sur l'émetteur et les sociétés visées précédemment, levées, durant l'exercice, par les dix salariés de l'émetteur et de ces sociétés, dont le nombre d'options ainsi achetées ou souscrites est le plus élevé. (Information globale)	NEANT			

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail		Régime de retraite supplémentaire		Indemnités ou avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions		Indemnités relatives à une clause de non concurrence	
	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
Claude Guedj Président Directeur Général Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : 23 juin 2013		X		X		X		X
Nathalie Jaoui Directeur Général délégué Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : 23 juin 2013		X		X		X		X
Karine Guedj Directeur Général délégué Début de mandat : 19 juin 2002 Fin de mandat : 23 juin 2013		X		X		X		X

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société PricewaterhouseCoopers Audit arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée générale.

Au terme de ce mandat, Monsieur Jean-François Châtel, signataire représentant la société PricewaterhouseCoopers Audit, aura signé la certification des comptes sociaux et consolidés de six exercices consécutifs.

Nous vous suggérons de procéder au renouvellement du mandat de commissaire aux comptes titulaire de la société PricewaterhouseCoopers Audit, laquelle serait représentée par Monsieur Gérard Morin, associé signataire, en remplacement de Monsieur Jean-François Châtel, pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale à tenir dans l'année 2017 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Le mandat de commissaire aux comptes suppléant de Monsieur Pierre Coll arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée générale.

Nous vous suggérons de nommer en remplacement, pour une durée de six exercices soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale à tenir dans l'année 2017 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016. Monsieur Yves Nicolas.

LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Aucune convention nouvelle relevant du champ d'application de l'article L 225-38 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

MISE EN HARMONIE ET MODIFICATION DES STATUTS

Nous vous demandons de procéder à diverses modifications statutaires résultant de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008, du décret n° 2010-684 du 23 juin 2010 et de l'ordonnance n° 2010-1511 du 9 décembre 2010 complétée par le décret n° 2010-1619 du 23 décembre 2010.

En effet ces textes contiennent des règles qui ont des incidences directes sur le texte des statuts que nous vous proposons de modifier en conséquence.

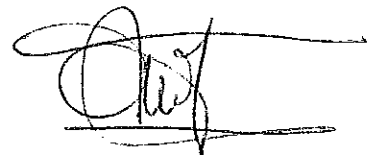
Ces règles ont trait :

- au délai de régularisation accordé aux administrateurs pour acquérir le nombre d'actions statutairement requis ;
- à la faculté pour les actionnaires de requérir l'inscription de points à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale (dans les mêmes conditions que l'inscription de projets de résolutions) ;
- aux règles de représentation des actionnaires en Assemblées Générale.

En conclusion, nous vous demanderons de donner quitus entier et définitif à votre Conseil d'Administration de sa gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Nous vous invitons à approuver, par votre vote, le texte des résolutions qui vous sont proposées.

Le Conseil d'Administration



Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

ANNEXES

Annexe 1 - Tableau des résultats de la société au cours des cinq derniers exercices

Date d'arrêt	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2007	31/12/2006
Durée de l'exercice (mois)	12	12	12	12	12
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
• Capital social	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000	4 050 000
• Nombre d'actions					
- ordinaires	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000	11 250 000
- à dividende prioritaire					
• Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
OPERATIONS ET RESULTATS					
• Chiffre d'affaires hors taxes	5 604 276	5 223 604	7 015 764	6 120 143	5 929 916
• Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	29 459 398	34 023 455	22 361 541	26 749 671	16 496 659
• Impôts sur les bénéfices	103 164	362 831	(957 934)	(64 600)	(596 997)
• Participation des salariés					
• Dot. amortissements et provisions	328 095	1 059 123	1 874 887	1 031 819	218 448
• Résultat net	29 028 140	32 601 501	21 444 587	25 782 452	16 875 208
• Résultat distribué	2 812 500	2 250 000	2 250 000	3 375 000	2 812 500
RESULTAT PAR ACTION					
• Résultat après impôt, participation, avant dot. amortissements, provisions	2,61	2,99	2,07	2,38	1,52
• Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	2,58	2,90	1,91	2,29	1,50
• Dividende attribué	0,25	0,20	0,20	0,30	0,25
PERSONNEL					
• Effectif moyen des salariés	8	7	7	7	7
• Masse salariale	916 744	970 401	1 248 777	1 224 713	1 044 514
• Sommes versées en avantages sociaux (Sécurité sociale, œuvres sociales...)	356 632	366 053	453 800	461 025	382 168

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Annexe 2 - Tableau récapitulatif des délégations en matière d'augmentation de capital en cours de validité

L'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2010 a conféré au Conseil d'Administration diverses délégations l'autorisant à augmenter le capital social.

Le Conseil d'administration n'a pas fait usage de ces autorisations.

Autorisations	Date de l'AGE	Date d'expiration de la délégation	Montant autorisé	Augmentations réalisées les années précédentes	Augmentations réalisées en 2010 et jusqu'au présent rapport	Montant résiduel
• Délégation en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, primes ou bénéfices	25/06/2010	24/08/2012	1 000 000 €	Néant	Néant	1 000 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital avec maintien du DPS	25/06/2010	24/08/2012	1 000 000 €	Néant	Néant	1 000 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital avec suppression du DPS par offre au public	25/06/2010	24/08/2012	1 000 000 €*	Néant	Néant	1 000 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital avec suppression du DPS par placement privé	25/06/2010	24/08/2012	1 000 000 €*	Néant	Néant	1 000 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital avec suppression du DPS en faveur des adhérents d'un PEE	25/06/2010	24/08/2012	100 000 €	Néant	Néant	100 000 €
• Délégation en vue d'augmenter le capital en rémunération d'un apport de titres ou de valeurs mobilières	25/06/2010	24/08/2012	10 % du capital	Néant	Néant	10 % du capital

* Plafond commun

Par ailleurs, le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances sur la société pouvant être émises par offre au public ou par placement privé ne pourra être supérieur à 3 000 000 euros (plafond commun)

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Annexe 3 - Liste des mandats exercés au 31 décembre 2010 par chacun des mandataires sociaux

Claude GUEDJ

Président Directeur Général

GROUPE CRIT

CRIT INTERIM S.A. (Suisse)

AIRLINES GROUND SERVICES

AWAC TECHNICS

Directeur Général

CONGO HANDLING SA (Congo)

Président

GROUPE EUROPE HANDLING

AERO HANDLING

PARIS CUSTOMER ASSISTANCE

ASSISTANCE MATERIEL AVION

ORLY CUSTOMER ASSISTANCE

ORLY RAMP ASSISTANCE

TERMINAL ONE ASSISTANCE

RAMP TERMINAL ONE

EUROPE HANDLING

EUROPE HANDLING ROISSY

EUROPE HANDLING MAINTENANCE

INSTITUT DE FORMATION AUX METIERS DE L'AERIEN

SKY HANDLING PARTNER Limited (Irlande)

SKY HANDLING PARTNER SHANNON (Irlande)

SKY HANDLING PARTNER CORK (Irlande)

CRIT IRELAND HR (Irlande)

CRIT CENTER

Administrateur

SEINE 51

CRIT IMMOBILIER (anciennement dénommée Lebrec)

HANDLING PARTNER GABON (Gabon)

Représentant

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de EHM

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de EH

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de EHR

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de AMA

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de AH

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de IFMA

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de PCA

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de TERMINAL ONE ASSISTANCE

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de RAMP TERMINAL ONE

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de ORLY RAMP ASSISTANCE

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de ORLY CUSTOMER ASSISTANCE

GROUPE CRIT au Conseil de Direction de CRIT CENTER

GROUPE CRIT au Conseil d'Administration de SHP SIERRA LEONE

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Claude GUEDJ

Gérant

ECM

RH-EXTERNETT

CRIT INTERIM ESPAÑA (Espagne)

CRIT SEARCH (Espagne)

ADAPTALIA OUTSOURCING (Espagne)

CRIT CARTERA (Espagne)

ADAPTALIA ESPECIALIDADES EXTERNALIZACION (Espagne)

CRIT-RH (Tunisie)

CRIT TUNISIE (Tunisie)

Yvonne GUEDJ

Administrateur

GROUPE CRIT

Nathalie JAOUI

Présidente

CRIT INTERIM

LES VOLANTS

CRIT

Directeur Général Délégué / Administrateur

GROUPE CRIT

Administrateur

SEINE 51

CRIT IRELAND HR (Irlande)

Membre du Conseil de Direction

EUROPE HANDLING MAINTENANCE

EUROPE HANDLING

EUROPE HANDLING ROISSY

ASSISTANCE MATERIEL AVION

AERO HANDLING

IFMA

PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE

TERMINAL ONE ASSISTANCE

RAMP TERMINAL ONE

ONLY RAMP ASSISTANCE

ONLY CUSTOMER ASSISTANCE

CRIT CENTER

Gérante

LES COMPAGNONS

AB INTERIM

AZUR IMMOBILIER

CRIT CARTERA (Espagne)

PROPARTNER (Allemagne)

Représentant

GROUPE CRIT au Conseil d'Administration de CRIT IMMOBILIER

GROUPE CRIT au Conseil d'Administration de CONGO HANDLING (Congo)

GEH au Conseil d'Administration d'AGS

GEH au Conseil d'Administration d'AWAC TECHNICS

Rapport de gestion sur les comptes sociaux et consolidés

Karine GUEDJ

Président Directeur Général

SEINE 51

Président du Conseil d'Administration

CRIT IMMOBILIER (anciennement dénommée Lebrech)

Directeur Général Délégué / Administrateur

GROUPE CRIT

Membre du Conseil de Direction

EUROPE HANDLING MAINTENANCE

EUROPE HANDLING

EUROPE HANDLING ROISSY

ASSISTANCE MATERIEL AVION

AERO HANDLING

IFMA

PARIS CUSTOMERS ASSISTANCE

TERMINAL ONE ASSISTANCE

RAMP TERMINAL ONE

ORLY RAMP ASSISTANCE

ORLY CUSTOMER ASSISTANCE

CRIT CENTER

Représentant

GROUPE CRIT au Conseil d'Administration d'AGS

Gérante

RUSH

ARIANE MEDICAL

COMPUTER ASSISTANCE

RHF

HILLARY

OTESSA